
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 18/3 (1991)

DOI: 10.11588/fr.1991.3.57020

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Peter LONGERICH, *Propagandisten im Krieg. Die Presseabteilung des Auswärtigen Amtes unter Ribbentrop*, München (Oldenbourg) 1987, 356 p. (Studien zur Zeitgeschichte, 33).

Il y a des titres-pièges, ou plutôt des titres-surprises: c'est le cas de cet excellent ouvrage, qui, sous le titre de *Propagandistes en guerre*, est consacré aux services de propagande et à la division de la presse du ministère allemand des Affaires Etrangères au temps de Ribbentrop. Surprise, oui, car »la guerre« qu'il relate avec le plus de bonheur est bel et bien la guérilla jalonnée de coups fourrés, de traquenards, voire de dénonciations, qui opposa de 1938 à 1945 les équipes de propagande de Ribbentrop et celles de Goebbels. Peter Longerich, entomologiste minutieux et analyste politique pénétrant ne se borne pas à restituer la vie d'une institution et de ses hommes, depuis son auto-création jusqu'à son déclin, il fait revivre sous un microscope impitoyable les péripéties dérisoires des luttes d'influence dans un coin de la termitière nazie: le lecteur est invité à en tirer quelques conclusions éclairantes sur le fonctionnement du régime.

Quand Joachim von Ribbentrop accède en février 1938 au poste de ministre des Affaires Etrangères du Reich, ce mondain cynique qui ne s'impose ni par l'originalité de ses vues, ni par sa fermeté de décision, partage la conviction, commune aux dirigeants nazis, que la propagande est »la 4ème arme« de l'Allemagne conquérante. Il en a le goût, il s'y est entraîné dans le cadre de la »Dienststelle Ribbentrop«. Pour mener une grande politique étrangère, il entend avoir la maîtrise d'une propagande extérieure active. Goebbels a monopolisé tous les leviers, mais l'influence de Ribbentrop auprès du Führer culmine après le pacte germano-soviétique; il obtient qu'Hitler reconnaisse par une instruction du 8 septembre 1939 le rôle dirigeant de son ministère dans la propagande vers l'étranger: c'est la Wilhelmstrasse qui donnera »les directives et instructions communes« que le ministère de la Propagande appliquera; la Wilhelmstrasse s'abstiendra en contre-partie de développer son propre appareil de propagande.

Mais Goebbels n'est pas homme à se laisser manœuvrer; il oppose la force d'inertie, refuse d'intégrer au ministère de la Propagande les chargés de mission de Ribbentrop: ce dernier peut donner des directives, les moyens techniques du »PROMI« lui échappent. Impossible pour lui d'en appeler au Führer, car celui-ci a stipulé que les deux ministres devaient régler entre eux leurs différends. Pour exercer les compétences que Goebbels lui dénie, Ribbentrop édifie alors, en contradiction avec l'instruction d'Hitler, son propre appareil de propagande. Il mute à la Wilhelmstrasse 30% du personnel de la Dienststelle Ribbentrop; la division de la presse de son ministère se limitait à deux douzaines de collaborateurs occupés surtout à analyser la presse étrangère: il fait de cette division un énorme instrument politique qui, fin 1941, comprend 21 bureaux et 330 personnes; il crée trois divisions supplémentaires: information, politique radiophonique, politique culturelle. Il impose dans les ambassades allemandes ses propres attachés de presse. Les conquêtes militaires lui ouvrent un champ nouveau: si, en 1939, Goebbels s'est annexé la propagande en Pologne occupée, c'est la Wilhelmstrasse qui entend avoir, à partir de 1940, concurremment avec la Wehrmacht, la haute main sur la politique d'information et de propagande en France et au Danemark. Elle participe au contrôle politique du magazine de prestige de la Wehrmacht *Signal*. Elle marque des points dans les pays neutres, notamment en Espagne où ses agents sont associés au service sud-américain de l'Agence *EFE*. A Berlin même, elle fait tout pour attirer et influencer les journalistes étrangers et même allemands.

1941 voit pourtant le reflux de son influence, car l'URSS et les Etat-Unis une fois en guerre, il n'y a plus de politique étrangère allemande. Ribbentrop doit consentir le 22 octobre 1941 à Goebbels un compromis qui substitue au rôle dirigeant de la Wilhelmstrasse en matière de propagande extérieure l'égalité de principe des deux ministères. Et il souscrit à trois concessions importantes: le service d'écoutes radiophoniques des Affaires Etrangères, le *Seehaus*, doté de moyens puissants, s'était imposé comme le service central d'écoutes du Reich:

Goebbels en prend le contrôle; la division de la presse de Ribbentrop avait créé à Vienne une agence d'informations politiques, *Transkontinent Press*, dont la diffusion couvrait les Balkans: elle est rattachée au *DNB*; enfin, la Wilhelmstrasse avait créé, pour gérer les participations arrachées à la France dans le domaine de l'édition et de la presse, une société nommée *Mundus* qui ne cessait de s'étendre: l'*Auswärtiges Amt* doit y admettre le ministère de la Propagande à hauteur de 30%. L'année 1942 voit un nouveau recul d'influence de la Wilhelmstrasse: l'arrestation de l'apparatchik nazi Martin Luther, sous-secrétaire d'Etat et coordinateur de la propagande extérieure, est suivie du démantèlement d'une partie de ses services.

Mais la concurrence entre les deux ministères n'en est pas réduite pour autant, elle prend l'allure d'une lutte de pouvoirs quotidienne, dans tous les secteurs, émaillée d'incidents parfois ubuesques. Chaque initiative de l'un suscite une contre-initiative adverse. Une équipe de liaison de la Wilhelmstrasse s'installe-t-elle à la maison de la Radio, elle en est expulsée; mais aussitôt des hommes de main du ministère Ribbentrop viennent réoccuper les lieux et montent bonne garde. Si Ribbentrop a imposé ses attachés de presse dans les ambassades allemandes, Goebbels y délègue des «spécialistes de la propagande». Si le PROMI a un service de rédaction d'articles efficace à l'intention de l'étranger, il faut que les Affaires Etrangères aient le leur. Alors que toutes les conférences de presse officielles sont données depuis 1933 au ministère de la Propagande, la Wilhelmstrasse institue sa propre conférence de presse quotidienne pour les correspondants étrangers. Si la Wilhelmstrasse crée un club de la presse étrangère doté d'un restaurant qui échappe au rationnement, ce qui lui vaut un afflux de journalistes, le PROMI s'empresse de créer un club de presse rival. L'antipathie entre Ribbentrop et Goebbels se double d'un antagonisme à tous les niveaux ministériels: les plus ardents à nourrir les hostilités sont des chefs de division, voire des chefs de bureau, acharnés à préserver ou à étendre leur domaine. En 1944, on se lance mutuellement à la tête des accusations de trahison et de sabotage que Goebbels n'hésite pas à accrédi-ter jusqu'auprès d'Hitler.

La division de la presse, stimulée par une concurrence qui prend parfois l'intensité d'une lutte pour la vie, fait preuve d'un dynamisme méconnu jusqu'ici: témoin son rôle en France où Abetz, installé à Paris à l'ambassade du Reich, occupe efficacement le terrain face aux «propagandistes» du Majestic. Longerich n'entre pas dans le détail des rivalités entre les équipes allemandes de Paris, mais il apporte des lumières sur plusieurs affaires caractéristiques, par exemple sur l'accord franco-allemand du 8 août 1942 relatif aux agences d'information. Rappelons que le gouvernement de Vichy avait replié en zone dite libre la branche information de l'Agence *Havas*, rebaptisée *Office français d'information* ou *OFI*; parallèlement, l'autorité occupante avait suscité à Paris la création d'un organisme concurrent, l'Agence française de presse ou *AFIP*. Laval, dès son retour au pouvoir au printemps 1942, avait insisté pour réunifier les deux agences sous l'autorité du gouvernement de Vichy. L'épisode est bien connu des historiens de la collaboration, mais Peter Longerich a retrouvé à Bonn le texte original de l'accord d'août 1942, ainsi que le dossier allemand de la négociation. En contre-partie de la rétrocession de l'*AFIP* au gouvernement de Vichy, on s'engagea du côté français à ce que l'*OFI* «ne diffuse (...) sur la conduite de la guerre par l'Allemagne et ses alliés aucune information ne correspondant pas aux prises de position officielles allemandes ou n'ayant pas été visée par les autorités allemandes». La division de la presse avait piloté la négociation depuis Berlin; ses archives soulignent avec ostentation les avantages que le Reich tirait de l'accord: contrôle politique du service étranger de l'agence «nationale» française; affaiblissement de la concurrence française dans les pays neutres: «le *DNB* sera en mesure de prendre après la guerre la direction absolue de l'information en Europe». Dans l'immédiat, l'*OFI* dut renforcer ses services vers l'étranger afin de diffuser les nouvelles mises à sa disposition depuis Berlin par la division de la presse.

Les précisions qu'apporte Longerich sur la Société d'édition *Mundus* attestent mieux encore le dynamisme conquérant et le zèle annexionniste de la division de la presse.

Si l'*Auswärtiges Amt* ne détient plus, à partir de l'automne 1941, la majorité des parts de

Mundus, le chef de sa division de la presse en préside néanmoins le conseil d'administration et garde une influence prédominante sur la politique du groupe. *Mundus*, société holding, coiffe les sociétés de presse ou d'édition acquises, créées ou confisquées par le Reich dans 21 pays: c'est en 1942 la plus grande centrale d'édition du monde, mis à part les sociétés d'Etat de l'Union Soviétique, en tout cas la plus importante multinationale d'édition de l'époque. Elle est présente jusqu'en Chine où elle possède à Changhaï les éditions *New World* et la revue *XXth Century*, «seuls organes de langue anglaise en Chine occupée». En France, siège de ses participations les plus nombreuses, elle est représentée par ce que les Français appellent «le groupe Hibbelen», dont relèvent, outre les *Messageries Hachette* et la branche publicité de l'ancienne Agence *Havas*, 23 sociétés publiant 49 quotidiens et périodiques, ainsi que plusieurs imprimeries et la librairie *Rive gauche*¹. Le lecteur français ne manquera pas d'apprécier les épisodes croustillants que retrace Longerich: ils prouvent l'importance que les dirigeants de l'*Auswärtiges Amt* attachaient à ce «précieux noyau français de l'édition» et les illusions qu'ils ont pu entretenir à son sujet.

C'est au printemps de 1942 qu'Hitler apprit l'ampleur du «complexe parisien d'édition»; il découvrit en même temps que le magazine libertin *Paris Toujours* en faisait partie. Il réagit aussitôt: les autorités allemandes devaient se garder de tempérer le caractère licencieux de telles publications; il ne fallait surtout pas détourner les populations occupées de leurs lectures «distrayantes», car elles risqueraient de se rabattre sur des journaux politiques indésirables. Quinze jours plus tard, il édictait une instruction stipulant qu'«aucun service allemand ou aucune société relevant d'un service allemand dans les territoires occupés ne devait y être propriétaire de périodiques non politiques, en particulier de magazines et publications distrayantes inspirées du style de vie du pays». Mais *Mundus* n'entendait pas amputer un empire de presse aussi méthodiquement édifié: ni à Paris, ni à Berlin on n'obtempéra.

Les diplomates et les propagandistes de l'*Auswärtiges Amt* tenaient tant à leur empire parisien que, dans l'été 1944 encore, ils tiraient des plans sur la comète pour le sauvegarder. En août 1944, Abetz proposa au directeur de la division de la presse de la Wilhelmstrasse, Schmidt, «des mesures d'urgence pour préserver les droits de propriété du Reich dans le cas extrême d'une évacuation de Paris»: il suggérait de faire représenter les intérêts allemands dans le «complexe parisien d'édition» par un ressortissant d'un pays neutre et de faire assurer au besoin la direction de l'entreprise à partir de ce pays. Tout au plus sacrifierait-on *Au Pilon* dont l'antisémitisme risquait d'être trop voyant. Le conseiller juridique de *Mundus* recommandait de regrouper les participations allemandes en deux holdings et, si la situation militaire exigeait «un camouflage plus radical», de céder les participations allemandes à un homme de paille helvétique, l'industriel Edmund Locher, qui transférerait les sièges sociaux en Suisse et redistribuerait les participations entre des sociétés écrans, tout en laissant en coulisse le soin d'orienter les éditions françaises aux chefs de file allemands. Les sociétés d'édition et de presse devenues personnes morales neutres «échapperaient à la main mise d'un gouvernement français anti-allemand»; on passerait ainsi «la première phase de turbulences».

Berlin ayant donné le feu vert, on s'employa fiévreusement à transférer les parts au prêtre-nom suisse. Encore fallait-il des hommes de paille français pour couvrir le transfert. Trois hommes d'affaires «restés éloignés de la collaboration» y consentirent, mais ils firent marche arrière le 16 août, «l'évolution catastrophique de la situation militaire les obligeant à une extrême prudence afin de ne pas être déconsidérés pendant la phase américaine». La direction de *Mundus*, qui ne doutait de rien, avait par ailleurs «pris contact avec des formations modérées de la Résistance opposées aux tendances radicales des gaullistes et des communistes,

¹ Le groupe Hibbelen avait en outre des intérêts dans une trentaine d'autres publications dont *Paris-Soir* et *l'Œuvre*. Le détail des participations et des investissements allemands dans ce secteur a été rendu public après la Libération par un des rapports de la Commission consultative des dommages et réparations, *L'emprise allemande sur la pensée française (Presse)*. Paris (Imprimerie Nationale) 1947.

afin d'obtenir le maintien de ses publications, les unes sous un nouveau titre, les autres sous leur titre antérieur, en tout cas sous le couvert de sociétés appartenant à Locher«, étant entendu que les dirigeants FFI contactés disposeraient de participations dans les nouvelles sociétés.

Finalement, le conseiller économique de *Mundus*, qui était français, se déclara prêt à prendre en charge les intérêts d'édition allemands à Paris; le 17 août, on arrêta les dispositions nécessaires au transfert de la société, cependant que les collaborateurs français les plus compromis recevaient des visas pour l'Allemagne. D'après Longerich, il semble bien qu'à cette date – et sans doute jusqu'au début de septembre 1944 – une partie au moins des dirigeants de *Mundus* et de la division de la presse aient gardé, malgré l'évacuation de la France, l'espoir de »contrebalancer les influences anglo-américaines qui pourraient s'exercer à Paris sur le groupe« et de maintenir »une influence occulte« sur les directeurs d'édition et les rédacteurs en chef parisiens.

De tels épisodes ne doivent pas éclipser l'essentiel, je veux dire le conflit bureaucratique que Ribbentrop et ses sous-fuhrers conquérants livraient à Goebbels. Ainsi que l'auteur le souligne, l'esprit de conquête aura été, à tous les échelons, un des traits de l'administration nationale-socialiste, ce qui le conduit à s'interroger, comme tant d'historiens allemands, sur les mécanismes du pouvoir et sur les prises de décision dans le Reich hitlérien. Comment tant de désordres et de conflits se conciliaient-ils avec le pouvoir absolu d'Hitler? Comment les éléments »monocratiques« se conjuguèrent-ils avec les éléments »polycratiques«? A ces questions, il s'efforce d'apporter des réponses.

Son analyse prouve qu'au moins dans le secteur de la propagande extérieure – qui était important, mais non pas vital aux yeux d'Hitler – des structures »polycratiques« ont existé non seulement au sommet de l'Etat, mais aux différents niveaux de l'appareil. L'extraordinaire manque de méthode d'Hitler dans la conduite des affaires publiques, ses réponses orales ambiguës et parfois contradictoires aux questions qu'on lui posait, laissaient une énorme marge de flou à l'interprétation. A fortiori, sa décision de septembre 1939 de ne prêter l'oreille à aucune plainte relative aux conflits de compétence en matière de propagande étrangère ne pouvait que laisser le champ libre aux rivalités.

Longerich montre avec beaucoup de subtilité comment chaque hiérarque ainsi que les plus hardis de leurs subordonnés en profitaient pour se réclamer de »la volonté de Fuhrer«, qu'elle fût réelle, supposée ou totalement imaginaire. Il se garde de déduire du fonctionnement de rivalités et de situations chaotiques dans l'appareil hitlérien de domination que l'autorité d'Hitler comportait des limitations. Il se contente d'affirmer que les formes selon lesquelles se manifestait la dynamique de la machine hitlérienne ont été dans une large mesure déterminées par les membres de l'appareil dirigeant, par leur volonté de puissance et leurs conflits.

A en juger seulement par le secteur de la propagande, l'exemple de l'*Auswärtiges Amt* est probant.

Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, Paris

Bernhard R. KROENER, Rolf-Dieter MÜLLER, Hans UMBREIT, *Organisation und Mobilisierung des deutschen Machtbereichs. Erster Halbband: Kriegsverwaltung, Wirtschaft und personelle Ressourcen, 1939–1941*, Stuttgart (DVA) 1988, XI–1061 p. (*Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg*, 5/1).

Cet ouvrage est le premier tome du cinquième volume de la série »Le Reich allemand et la Deuxième Guerre mondiale«, publié comme les précédents par le département de recherche d'Histoire militaire de Fribourg, sous la direction de Wilhelm Deist. Le premier volume, paru en 1979, d'une série qui comportera douze ouvrages, mettait déjà l'accent sur les modifications